

L'anti Macron-Benalla : Niki Halley, la résistance au politiquement correct à l'ONU

écrit par Jack | 22 juillet 2018



Pour changer nos lecteurs des affaires Benalla et autres, voici un article sur un autre genre de personne, consacré à cette formidable femme qu'est l'ambassadeur Nikki Haley, représentant les États-Unis à l'ONU.

Nikki Haley : le profil du courage

18 juillet 2018, par [Kal El](#)

Hier 17 juillet, j'ai eu l'honneur d'accueillir l'ambassadeur des États-Unis auprès des Nations unies, Nikki Haley, à l' « Heritage Foundation » (fondation créée en 1973 à Washington D.C. pour favoriser l'avancement des principes de la libre entreprise).

Alors qu'elle s'adressait à un public enthousiaste, j'ai réalisé que nous avions devant nous un véritable profil du courage.

Les principes et la ténacité de l'ambassadeur Haley lui ont été très utiles toute sa vie, d'abord en tant que jeune femme d'affaires, puis en tant que premier législateur d'origine indienne d'Amérique pour la Caroline du Sud et plus tard comme gouverneur féminin et minoritaire de cet état.

Et aujourd'hui, elle sert parfaitement les États-Unis dans son rôle d'ambassadeur auprès de l'ONU.

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU est censé promouvoir les droits humanitaires dans le monde entier.

En réalité il a échoué sous l'influence de pays pratiquant les pires abus des droits de l'homme qui existent au monde.

C'est sans doute difficile à croire, mais les membres du Conseil comptent parmi eux des détracteurs chroniques des droits les plus élémentaires tels que la Chine, Cuba et le Venezuela.

En effet, près d'un tiers des 47 pays membres du conseil ne jouissent d'aucune liberté, ou si peu !

Et pourtant, ces pays siègent au conseil, jugent d'autres nations, y compris les États-Unis.

... Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies condamne régulièrement les États-Unis pour de soi-disant abus humanitaires. Pas plus tard qu'en mai, ce Conseil a pondu un rapport accusant l'Amérique d'encourager « l'extrême pauvreté », négligeant de mentionner les 22 mille milliards de dollars dépensés depuis dix ans par les États-Unis dans la lutte contre la pauvreté !...

En tant que Noir-Américain issu d'un milieu particulièrement simple, je sais certainement mieux ce qu'est la pauvreté que les « experts » de l'ONU à qui il faut généralement une vingtaine de jours pour rédiger leurs rapports.

« Je connais de première main les challenges difficiles

auxquels sont confrontés les pauvres des zones rurales et urbaines des États-Unis. Je sais également de première main que l'Amérique offre à ses citoyens les meilleures opportunités pour faire face aux épreuves de la vie, pour profiter de la liberté et rechercher le bonheur »

L'ambassadeur Nikki Haley a été aussi indignée que moi par le « rapport sur la pauvreté » fourni par le Conseil.

Écrivant dans une revue nationale en ligne (National Review Online), elle a fait observer que, plutôt que de gaspiller ses ressources, dénigrant les États-Unis : « ... les Nations unies auraient pu étudier la pauvreté au Congo, où 60 % de la population manque de nourriture et d'électricité. Ou le Burundi, où le revenu annuel typique est l'équivalent de 280 dollars (239 euros environ en ce jour). Ou encore le Venezuela, où des dictateurs d'un état narcotique ont conduit un pays autrefois prospère à un taux d'inflation de plus de 25 000 % et où des maladies qui étaient autrefois considérées comme éliminées réapparaissent maintenant ».

Ce rapport, a-t-elle continué « se lit comme un manifeste politique socialiste d'impôts plus élevés, de soins gérés par le gouvernement et de décriminalisation de l'état de pauvreté, peu importe que nulle part en Amérique, être pauvre ne soit un crime ! »

Et pendant ce temps-là, le Conseil n'a jamais condamné la Chine, Cuba, la Russie, l'Arabie Saoudite ou le Zimbabwe, malgré leurs terribles violations des droits de l'homme.

Au lieu de cela, près de la moitié des résolutions qu'il a adoptées pour condamner des pays pour des violations des droits de l'homme se sont concentrées sur Israël.

Pour toutes ces raisons, et grâce à l'Ambassadeur Nikki Haley, l'Amérique, le mois dernier, s'est retirée du très corrompu Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

À la suite de notre départ, j'espère que le conseil réévaluera ce qu'il est censé défendre et faire.

Par exemple, il pourrait condamner la Chine pour sa persécution religieuse en cours.

Ou Cuba pour sa répression brutale de la dissidence politique.

Ou l'Arabie Saoudite pour son déni du droit des femmes.

Mais cela ne risque pas d'arriver tant que d'autres régimes répressifs siégeront au conseil, lesquels, comme l'a exprimé Kenneth Roth, Directeur général de « Human Rights Watch » (organisation non gouvernementale faisant des recherches sur le respect des droits de l'homme) :

« Des gouvernements responsables d'abus tentent de joindre le Conseil des droits de l'homme dans l'espoir de se protéger eux-mêmes et leurs semblables de toute condamnation ».

C'est pourquoi l'Ambassadeur Nikki Haley a eu raison d'interpeller le Conseil pour son hypocrisie et de le priver de la légitimité qu'il gagne à avoir les États-Unis en tant que membre.

L'Amérique n'a nul besoin du Conseil. Parce qu'avec des dirigeants courageux comme Nikki Haley, nous faisons beaucoup plus pour promouvoir les droits de l'homme sans lui.

(D'un autre article du 19 juin par Pamela Geller sur le même sujet,

<https://gellerreport.com/2018/07/unrwa-greatest-un-failure.html/>, j'ai extrait et traduit les passages suivants).

L'ambassadeur Nikki Haley ne s'est nullement gênée pour affirmer que le traitement hypocrite continu de l'UNHRC (United Nations Human Rights Council, ou tout simplement en français : le Conseil des droits de l'homme des Nations unies) concernant Israël était symptomatique du comportement général du Conseil et qu'elle s'engageait personnellement à ce que les

États-Unis continuent à travailler de l'extérieur sur la réforme de ce Conseil.

Avant de quitter le Conseil, les États-Unis ont vainement essayé d'éliminer l' « Agenda Item 7 », l'article 7 de son agenda qui recommande à l'UNHRC de débattre des soi-disant abus d'Israël concernant les droits de l'homme et ce, pratiquement lors de chaque nouvelle session.

« C'est la partie de l'agenda du Conseil des droits de l'homme qui refait surface en permanence et qui est exclusivement consacré à (enfoncer) Israël » affirme Nikki Haley.

« Aucun autre pays, ni l'Iran, ni la Syrie, ni la Corée du Nord, n'a à son ordre du jour un point de son agenda consacré uniquement à Israël.

Le point 7 de l'agenda ne vise pas ce que fait Israël.

Il est dirigé vers l'existence même d'Israël. C'est le signal rouge de la corruption politique et de la faillite morale du Conseil des droits de l'homme », a encore déclaré Nikki Haley.

Et de préciser :

« Notre retrait du Conseil des droits de l'homme ne signifie pas que nous abandonnons notre lutte pour la réforme. Au contraire, tout pays désireux de travailler avec nous pour remodeler le Conseil n'a qu'à le demander », a-t-elle déclaré.

« La correction des défauts institutionnels du Conseil des droits de l'homme a été, est et doit rester l'une des plus grandes priorités de l'ONU ».

(Note finale – Nikki Haley n'en est pas à son premier coup de pied au train de l'ONU, soutenue à fond par son patron, le Président Trump :

<http://resistancerepublicaine.com/2017/12/27/duo-de-choc-trump-nikki-haley-et-285-millions-de-dollars-en-moins-pour-les-nations-unies/>.

En fin de compte, que des fonds perdus pour le fonctionnement de ce « machin » convertis en économies pour les contribuables américains).

Traduit par Jack pour « Résistance Républicaine ».

Note d'Antiislam

Cette commission des droits de l'Homme de l'ONU est une abomination.

Les pays totalitaires de diverses obédiences y font la loi et humilient constamment les nations démocratiques.

La télévision avait filmé des séances de ce pandémonium : c'était à ne pas croire.

Un livre, un peu ancien, aboutissait au même constat :

<https://www.amazon.fr/contre-droits-lhomme-Claude-Levenson/dp/2842057511>

Les démocraties doivent se reprendre : elles ne doivent plus accepter les leçons de morale de ces pays.

A l'international comme au niveau national.

J'ai évoqué, il y a peu, les leçons de morale anti-raciales, à destination de la France, de l'Afrique du Sud.

Afrique du Sud qui massacre ses fermiers blancs.

Les leçons de morale du Maroc sur la diversité religieuse à promouvoir en France.

Maroc qui pourchasse ses athées, ses chrétiens.

Et le pompon, la propagande gauchiste branchée d'AJ+ , chaîne du théocratique Qatar !

<http://resistancerepublicaine.com/2018/07/18/maroc-afrique-du-sud-qatar-assez-de-leur-tartuferie/>

Cette maladie de culpabilité de l'Occident face à des Etats voyous est générale.

Trump y a mis fin en boycottant la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU.

La France serait bien inspirée de prendre des mesures analogues.

Et vite.

Ce qui impliquerait de quitter la Cour Européenne des Droits de l'Homme, de quitter la Cour de Justice Européenne, de rogner les prétentions au coup d'Etat judiciaire du Conseil Constitutionnel, du Conseil d'Etat etc, etc

Le travail est tout aussi urgent qu'immense ...